



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

# Société des Droits Voisins de la Presse - DVP

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice de 13 mois clos le 31 décembre 2022  
Société des Droits Voisins de la Presse - DVP  
2, rue du Général Lanrezac - 92200 Neuilly-sur-Seine

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## **Société des Droits Voisins de la Presse - DVP**

2, rue du Général Lanrezac - 92200 Neuilly-sur-Seine

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice de 13 mois clos le 31 décembre 2022

À l'Assemblée Générale de la société DVP,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société DVP relatifs à l'exercice de 13 mois clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 8 décembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 22 mai 2023

KPMG S.A.

Geoffroy Muselier

Associé

## STE DES DROITS VOISINS DE LA PRESSE

BILAN au 31 décembre 2022

ACTIF	2022			2021
	Brut	Amort. & Dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>52 040</b>	<b>-</b>	<b>52 040</b>	<b>-</b>
<b>CREANCES</b>	<b>5 273</b>		<b>5 273</b>	<b>-</b>
Clients et comptes rattachés	2 310		2 310	
ETAT, impôts et taxes				
TVA Collectée	1 963		1 963	
TVA déductible / B&S				
Etat - TVA s/ factures non parvenues	1 000		1 000	
Crédit de T.V.A. à reporter				
<b>DISPONIBILITES</b>	<b>46 766</b>		<b>46 766</b>	<b>-</b>
Comptes courants bancaires	46 766	-	46 766	
<b>CHARGES CONSTATEES D AVANCE</b>	<b>-</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Charges constatées d'avance	-		-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 040</b>	<b>-</b>	<b>52 040</b>	<b>-</b>

## STE DES DROITS VOISINS DE LA PRESSE

BILAN au 31 décembre 2022

PASSIF	2022		2021
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 380</b>		<b>-</b>
Capital social	2 380		
<b>DETTES</b>	<b>49 660</b>		<b>-</b>
<b>DETTES</b>	<b>20 410</b>		<b>-</b>
Fournisseurs			
Fournisseurs	2 000		
Fournisseurs FNP	6 000		
Clients créditeurs	150		
Débiteurs créditeurs divers	12 260		
<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	<b>662</b>		<b>-</b>
Etat, TVA à payer	284		
Etat, TVA en attente	378		
<b>PRODUITS CONSTATES D AVANCE</b>	<b>28 587</b>		<b>-</b>
Produits constatés d'avance	-		
Excedent de gestion	28 587		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 040</b>		<b>-</b>

**STE DES DROITS VOISINS DE LA PRESSE**
**Compte de Résultat 2022**

	%	2022	2021
<b>CHARGES</b>			
<b>ACHATS ET CHARGES EXTERNES</b>	-	47 800	-
Sous-traitance		38 220	
Entretien et Maintenance		600	
Honoraires		6 325	
Publications et documents		1 005	
Divers frais et commissions bancaire		150	
Autres services divers		1 500	
<b>IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	-	-	-
Contribution Foncière des Entreprises			
Autres Impots et taxes			
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	-	531	-
Redevances pour concessions, brevets, marques		530	
Charges diverses de gestion courante		1	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	-	-	-
<b>EXCEDENT A LA FIN DE L'EXERCICE</b>	-	28 587	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	76 918	-

**STE DES DROITS VOISINS DE LA PRESSE**

**Compte de Résultat 2022**

<b>PRODUITS</b>	<b>%</b>	<b>2022</b>	<b>2021</b>
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		76 918	-
Autres Produits de Gestion		76 918	
<b>PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>		-	
<b>INSUFFISANCE A LA FIN DE L'EXERCICE</b>			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>0,00</b>	<b>76 918</b>	<b>-</b>

## ANNEXE

Le Bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2022  
a un total de ..... 52 040 €

et le Compte de Gestion de l'exercice  
a un total de ..... 76 918 €

L'exercice clos au 31 décembre 2022 a une durée exceptionnelle de 13 mois (date d'immatriculation de la société 08/12/2021 au 31/12/2022).

Les éléments désignés dans le tableau ci-contre font partie intégrante des comptes annuels.

Elément N°	ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE GESTION DU 01/01/2022 AU 31/12/2022	INFORMATIONS		
		PRODUITES	NON PRODUITES	
		NOTE N°	N/S	N/A
1	<b>I - REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>			
	Méthodes d'évaluation	1		
	Calcul des amortissements			X
	Changement de méthode			X
	Dérogations			X
	Informations complémentaires pour donner l'image fidèle			X
	<b>II - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT</b>			
2	Etat de l'actif immobilisé			X
3	Etat des amortissements			X
4	Etat des provisions	4		
5	Etat des échéances des créances et des dettes	5		
6	Informations et commentaires sur :			
	1 . Eléments relevant de plusieurs postes du bilan			X
	2 . Réévaluation			X
	3 . Frais d'établissement			X
	4 . Frais de recherche appliquée et de développement			X
	5 . Fonds commercial			X
	6 . Intérêts immobilisés			X
	7 . Intérêts sur éléments de l'actif circulant			X
	8 . Différences d'évaluation sur éléments fongibles de l'actif circulant			X
	9 . Avances aux dirigeants			X
	10 . Produits à recevoir	6-10		
	11 . Charges à payer	6-11		
	12 . Charges et produits constatés d'avance	6-12		
	13 . Charges à répartir sur plusieurs exercices			X
	14 . Composition du capital social			X
	15 . Parts bénéficiaires			X
	<b>III - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS</b>			
7	Crédit-bail			X
8	Engagements financiers			X
9	Dettes garanties par des sûretés réelles			X
14	Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société			X
15	Liste des filiales et participations			X
	<b>IV - AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS</b>			X

## ANNEXE - ELEMENT 1

Les comptes annuels de DVP sont établis suivant les normes comptables définies par le règlement de l'ANC N° 2014-03 du 05/06/2014 modifié par le règlement ANC N° 2016-07 du 26/12/2016 relatif au plan comptable général, ainsi qu'aux dispositions prescrites par le règlement de l'ANC N°2017-07 du 1<sup>er</sup> décembre 2017 relatif à l'harmonisation des règles comptables et de présentation des documents de synthèse des organismes de gestion collective des droits d'auteur et droits voisins qui s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### I. REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles correspondent aux admissions des postulants admis en décembre 2022.

- Capital social

Le capital social est variable, il est constitué par les droits d'entrée des Sociétaires dont le montant est fixé chaque année par le Conseil d'administration.

Le droit d'entrée est fixé à 10 €, avec la perception de frais d'admission. (150 €, 300 €, 500€ ou 1 000 € selon le chiffre d'affaires du postulant).

Il a été enregistré 238 admissions en 2022.

### I. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

L'année 2022 a été l'année de la mise en place de la société des Droits Voisins de la Presse (DVP), créée le 26 octobre 2021 par 74 éditeurs et agences de presse.

L'exercice clos le 31 décembre 2022 a une durée de 13 mois, qui court de sa date d'immatriculation le 8 décembre 2021 au 31 décembre 2022.

Il n'y a pas eu d'activité dans les comptes en 2022. Les produits sont exclusivement composés du montant des frais d'admission versés par les nouveaux membres. (pour un montant total de 76 918 €).

Fin 2022, une dizaine de négociations sont en cours.

**ANNEXE - ELEMENT 4**

**ETAT DES PROVISIONS**

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-16)

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Montant en fin d'exercice
<b>PROVISIONS REGLEMENTEES</b>				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
<b>TOTAL 1</b>	-	-	-	-
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>				
Pour litiges				
Pour amendes et pénalités				
Pour pertes de change				
<b>Sous total : provisions pour risques</b>	-	-	-	-
Pour pensions et obligations similaires				
<b>Sous total : provisions pour risques</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL 2</b>	-	-	-	-
<b>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>				
Sur immobilisations				
{ - incorporelles				
{ - corporelles				
{ - financières				
Sur stocks et en-cours				
Autres				
<b>TOTAL 3</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL GENERAL</b>	-	-	-	-
Dont dotations et reprises				
{ - d'exploitation		-	-	
{ - financières				
{ - exceptionnelles				

**ANNEXE - ELEMENT 5**

**ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES**

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 24-7)

**CREANCES**

	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'un an
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
<b>ACTIF CIRCULANT</b>			
Clients et comptes rattachés	2 310	2 310	
Associés - comptes courants			
Autres créances	2 963	2 963	
Charges constatées d'avance			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>5 273</b>	<b>5 273</b>	

**DETTES**

	Montant brut	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'un an
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Dettes associés - Comptes courants			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 150	8 150	
Personnel, rémunérations dues			
Dettes provisionnées pour prime/congés payés			
Dettes sociales et fiscales	662	662	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Produits constatés d'avance			
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>8 812</b>	<b>8 812</b>	

**ANNEXE - ELEMENT 6-10****PRODUITS A RECEVOIR**

(Décret 83-1020 du 29 novembre 1983 - article 23)

<b>POSTES DU BILAN</b>	<b>Montant</b>
Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières Intérêts courus obligations, bons et valeurs assimilées Créances clients et comptes rattachés Avoir à recevoir Autres créances : Organismes sociaux, état et débiteurs divers	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>

**ANNEXE - ELEMENT 6-11****CHARGES A PAYER**

<b>POSTES DU BILAN</b>	<b>Montant</b>
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes sociales et fiscales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes	6 000 -
<b>TOTAL</b>	<b>6 000</b>

**ANNEXE - ELEMENT 6-12****CHARGES ET RESSOURCES CONSTATEES D' AVANCE**

	<b>Charges</b>	<b>Produits</b>
Charges / Produits d'exploitation	-	-
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
	-	-